

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2013)
Heft: 1

Artikel: Caractéristiques, traits principaux et évolution de la stratégie française de Défense et de Sécurité
Autor: Raffenne, Jean-Paul
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514770>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Rafale et Mirage 2000D au-dessus de l'Afghanistan : rares sont les Etats qui sont aujourd'hui en mesure de déployer des forces importantes à travers le monde ; plus rares encore, celles qui sont en mesure de développer leurs propres systèmes d'armes.

International

Caractéristiques, traits principaux et évolution de la stratégie française de Défense et de Sécurité

Général de Corps d'Armée Jean-Paul Raffenne

Directeur, Senior Executive Seminars, George Marshall European center for Security Studies.

Décrite, explicitée et détaillée dans le Livre Blanc paru en juin 2008, la stratégie française de défense et de sécurité traduit un effort important du pays pour s'adapter à la nouvelle donne internationale. En effet, un Livre Blanc sur la défense est en France une chose rare, voire exceptionnelle. Depuis la fin des guerres de décolonisation (Indochine puis Algérie), c'est-à-dire de 1962 à ce jour, seuls trois livres blancs ont été publiés. Le premier en 1972 intégrait l'arsenal nucléaire français dans la posture de défense. Le second fut publié en 1994 avec pour but de prendre en compte le nouvel ordre mondial né de la fin de la guerre froide. Le troisième enfin, celui qui sera présenté dans cet article, vise à engendrer les transformations du monde de l'après 11 septembre 2001 ainsi que le phénomène de mondialisation. Point important : les livres blancs ont tous généré, après leur publication, une ou plusieurs lois de programmation militaire pluriannuelles. Ainsi, après la publication du Livre Blanc 2008, le Parlement a-t-il voté la loi de programmation 2009/2014, tirant concrètement les conséquences des choix du document de 2008, choix que nous allons expliciter dans cet article.

Celui-ci est articulé en quatre grandes parties :

- La première est consacrée au cadre général nouveau qui a prévalu pour concevoir ce livre blanc et à la définition des objectifs de la stratégie française de défense et de sécurité.
- La seconde partie décrit la façon dont la France voit le monde aujourd'hui.
- Puis la troisième partie est consacrée aux cinq grandes fonctions stratégiques qui définissent la posture française de sécurité et de défense.
- Enfin la dernière partie est focalisée sur les capacités requises pour soutenir ces fonctions stratégiques.

En quoi le Livre Blanc 2008 est-il important et original ? Pour trois raisons principales :

- Tout d'abord il a été élaboré et rédigé à l'issue d'un travail approfondi mené par une commission civilo-militaire

interdisciplinaire large, exempte de la contrainte temps, puisqu'elle a disposé de plus d'un an pour remettre sa réflexion qu'elle devait « conduire sans préjugés » pour reprendre les termes de la lettre de mission rédigée par le chef de l'Etat.

- La commission forte de 36 personnalités particulièrement qualifiées, venant de tous les horizons professionnels et politiques, s'est vue dotée, par le décret de sa mise sur pieds, de vastes prérogatives de recherche, d'analyse et d'enquête. En un mot elle a bénéficié d'une très large liberté d'action.
- Pour la première fois en France le Livre Blanc 2008 définit un concept de défense globale pour le pays et ses intérêts. Il lie aussi de façon étroite, et c'est nouveau, défense et sécurité pour une quinzaine d'années avec vocation à être actualisé régulièrement. Ceci sera fait dès cette année compte tenu des évolutions majeures dans notre voisinage proche avec les révolutions du printemps arabe qui impactent directement sur nos intérêts en Méditerranée.

Quels sont les grands objectifs recherchés par la France dans sa stratégie de défense et de sécurité ?

Ils sont au nombre de deux :

- De façon classique « assurer l'indépendance du pays et la protection de tous les Français ».
- De façon plus ambitieuse « rester une puissance militaire et diplomatique majeure, prête à relever les défis conférés par nos obligations internationales ».

Comment ces grands objectifs se traduisent-ils concrètement ? C'est tout le contenu de ce Livre Blanc très détaillé de 319 pages. Aussi, afin de ne pas allonger exagérément cet article nous nous limiterons aux points les plus saillants et les plus essentiels qui caractérisent la stratégie française, en commençant par la perception qu'a la France des risques et menaces actuels.

Comment la France voit-elle le monde actuel ?

Le phénomène de mondialisation aux yeux de la France se caractérise par « l'incertitude stratégique » et une diversification des formes de la violence. La nouvelle donne voit le centre de gravité stratégique du monde se déplacer vers l'Asie, ainsi que l'instabilité s'accroître.

Il est aussi noté le déclin relatif des puissances occidentales et notamment des Etats-Unis. La fragilisation du système de sécurité collective apparaît clairement : ONU, OMC, FMI sont contestés, mais aussi les traités de désarmement et de non prolifération. Des zones de non droit apparaissent (Sahel, Corne de l'Afrique, Nord-Ouest du Pakistan), ainsi qu'un rôle croissant d'acteurs non étatiques. Dans ce monde plus instable et plus incertain la possibilité de rupture stratégique s'amplifie.

Pour la France et très concrètement les conséquences de cette évolution peuvent se décliner en 4 zones géographiques critiques pour elle :

- Un arc de crise qui coure de l'Atlantique à travers la Méditerranée et diverge ensuite vers le Golfe arabo-persique et l'Océan Indien d'une part, vers le Pakistan et l'Afghanistan d'autre part.
- La sécurité en zone sahélienne ne peut laisser indifférente l'ancienne puissance coloniale.
- L'évolution de la Russie qui retourne lentement mais sans ambiguïté vers une politique de puissance.
- L'effet possible de conflits majeurs en Asie avec trois grands états nucléaires disposant de frontières communes non-reconnues internationalement (Chine, Inde, Pakistan).

Il est aussi souligné que l'évolution du monde mène à des vulnérabilités nouvelles pour les territoires et les citoyens, non seulement Français mais aussi européens. Celles-ci peuvent se rencontrer dans :

- Le terrorisme qui frappe nos pays,
- La menace de missiles balistiques ou de croisière qui s'accroît sur le pourtour européen,
- Les attaques majeures contre les systèmes d'information,
- L'espionnage industriel et les stratégies d'influence,
- Les grands trafics criminels (drogues, mafias, etc.),
- Les nouveaux risques sanitaires ou technologiques,
- L'exposition de nos ressortissants à l'étranger (otages potentiels).

Pour faire face à cette évolution du monde, le Livre Blanc définit 5 grandes fonctions stratégiques.

Les cinq fonctions stratégiques retenues par la France

La fonction connaissance et anticipation. C'est une fonction nouvelle et prioritaire qui est instituée. Elle n'existait pas dans les livres blancs précédents de façon aussi marquée. Elle vise à garantir l'autonomie d'appréciation et de décision du gouvernement français. Il s'agit d'un renforcement significatif (et déjà bien réalisé en 2012) des moyens humains et techniques dévolus à l'acquisition du renseignement :

- Augmentation des effectifs et des moyens des services spéciaux.
- Renforcement des capacités techniques d'acquisition du renseignement (dans l'espace en particulier).
- Amélioration sensible des structures du renseignement

avec notamment la création d'un Conseil National du Renseignement et d'un coordinateur national placé au niveau du Président de la République.

La fonction prévention. La meilleure façon de garantir notre sécurité face aux crises et conflits consiste à les prévenir. La stratégie de prévention repose sur :

- Des moyens diplomatiques (la France possède le deuxième réseau mondial).
- Des ressources économiques et financières dédiées à une politique de coopération (notamment l'aide au développement).



A l'origine, les formations professionnelles –rassemblées autour de la Légion- étaient principalement vouées aux missions outre-mer, notamment en Afrique.



L'armée française maintient ses traditions, notamment au moyen d'un système « régimentaire » éprouvé, d'unités historiques, sans oublier les réserves.



La France compte également une grande expérience en matière d'opérations de maintien de la paix et de stabilisation – comme ici, au Kosovo.



Les formations de manœuvre se sont « allégées » depuis la guerre froide, à l'instar de l'obusier autopropulsé *César*, 155 mm L52, qui peut être transporté par avion.



L'hélicoptère de combat franco-allemand *Tigre*. Ici, la version polyvalente HAP.



Le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Tonnerre* (L9014). Trois autres unités sont prévues.

- Des bases militaires dans le monde, en particulier les forces pré-positionnées en Afrique francophone, dans le Golfe Persique et dans l'Océan Indien.

De plus, la France dans cette politique de prévention prend systématiquement appui sur l'Union Européenne et les Nations Unies qui jouent toutes les deux un rôle essentiel en ce domaine, rôle que la France entend soutenir au mieux.

La fonction dissuasion. La dissuasion nucléaire demeure

un fondement essentiel de la stratégie de la France. Celle-ci est purement défensive. Elle est la garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance nationale. Elle est une des conditions de notre autonomie stratégique, comme la liberté d'appréciation, de décision et d'action du Président de la République.

Des arsenaux nucléaires considérables subsistent encore aujourd'hui dans le monde. D'autres s'accroissent notamment en Asie et la prolifération des missiles balistiques et de croisière s'amplifie, en particulier au Moyen-Orient. La dissuasion nucléaire française, réduite à deux composantes modernisées, et maintenue à un strict niveau de suffisance, contribue aussi, par sa seule existence, à la sécurité de l'Europe (cf. Traité de Lisbonne).

La fonction protection. Fonction classique et ancienne de la stratégie de défense française, le Livre Blanc de 2008 introduit en plus des moyens et missions traditionnels (approche maritime, police du ciel, surveillance de l'espace, gestion de crises internes et de catastrophes diverses) une notion nouvelle en matière de protection. Il s'agit du concept de résilience. Celui-ci a pour but de permettre au pays d'être beaucoup plus réactif et souple face à une crise ou catastrophe soudaine en intégrant les grands acteurs économiques vitaux pour la population. Les domaines pris en compte par ce nouveau concept concernent principalement :

- L'alerte avancée.
- La protection contre les menaces NRBC et les systèmes d'information sensibles.
- L'alerte des populations.
- Les capacités de la protection civile.
- Les coopérations renforcées avec les Etats Européens et notamment nos voisins proches.

Un effort particulier d'organisation est lancé pour améliorer l'entraînement et la coordination de tous les acteurs dans la gestion d'une crise ou d'une catastrophe interne, tant au niveau national que local (exercices spécifiques et PC de crises sous la conduite des préfets). Enfin et c'est très nouveau, des contrats opérationnels ont été créés entre le dispositif de sécurité intérieure et de sécurité civile et les forces armées. Ainsi l'Armée de Terre, pour ne citer qu'elle, doit pouvoir mettre en permanence à disposition des préfets, dans des délais très brefs, 10'000 hommes ainsi que des moyens spécifiques de transport, de génie et du service de santé.

La fonction intervention. C'est la fonction la plus classique des Armées. N'ayant plus de menace militaire directe à proximité de ses frontières suite à la disparition de l'URSS, la France a considérablement transformé ses forces armées au cours des quinze dernières années: suspension de la conscription à laquelle elle était très attachée depuis la Révolution Française, retrait total d'Allemagne, réduction très importante des effectifs, professionnalisation totale des forces. L'Armée Française, de taille réduite, est devenue désormais une armée dite « de projection. »

La capacité d'intervention à l'extérieur du territoire national doit permettre « la garantie de nos intérêts stratégiques et d'assumer nos responsabilités internationales » dit le Livre Blanc.

Dans pratiquement tous les cas les interventions se dérouleront dans un cadre international: ONU, OTAN, UE ou Coalition ad hoc, bénéficiant de la légitimité conférée par le droit international.

Cependant la France conserve une capacité d'intervention en autonome dans le cadre de la protection de ses ressortissants à l'étranger ou dans le cadre de la mise en œuvre des accords de défense bilatéraux qui la lient à certains états, notamment africains et enfin «en riposte à des actions ponctuelles dirigées contre nos intérêts» (otages, piraterie, chantage).

La France développe donc des capacités d'actions extérieures à grande distance lui permettant de couvrir les zones stratégiques d'intérêt majeur pour elle. Ces interventions pourront prendre des formes diverses: engagements lourds ou opérations spéciales ou missions de stabilisation ou gestion de crises, etc. Pour cela elle devra disposer de capacités spécifiques.

Capacités des armées françaises (ou la création des contrats opérationnels)

Les clés de la supériorité opérationnelle dans les années à venir découleront pour une large part des facteurs ci-après:

- Maîtrise de l'information, du renseignement, de la communication et de l'espace.
- Moyens de lutte informatique défensive et offensive.
- Maîtrise technologique dans la surveillance, la numérisation de l'espace de bataille, les frappes de précision à grande distance, les drones, les matériels spécifiques au milieu urbain.

Les grands objectifs des capacités opérationnelles sont:

- Disposer des moyens spécifiques de commandement interarmées multinational au plus haut niveau sur un théâtre d'opération (ainsi que pour chacune des composantes terrestres, aériennes, maritimes ou opérations spéciales). En fait, il s'agit de pouvoir être une «nation cadre» dans le jargon militaire international.
- L'Armée de Terre devra pouvoir en permanence déployer 30'000 hommes à 7/8'000 km de distance, pour un an, sans renouvellement, pour une opération majeure suivie d'une mission de stabilisation de moindre taille sans limitation de durée. En outre, la France conservera en permanence une capacité de réaction rapide ou de renfort autonome de l'ordre de 5'000 hommes (tout en fournissant 10'000 hommes pour les missions de sécurité intérieure comme expliqué au paragraphe 34).
- La composante aérienne projetable permanente sera de l'ordre de 70 avions de combat. L'Armée de l'Air conservera aussi une capacité d'intervention extérieure rapide et autonome de l'ordre de 10 avions de combat. Elle devra aussi être capable de projeter une force de 1'500 hommes à 7/8'000 km en quelques jours et de créer 2 bases aériennes équipées de tous les moyens nécessaires.
- Les forces navales sauront déployer le groupe aéronaval complet avec ses frégates d'escorte et les sous-marins nucléaires d'attaque d'accompagnement nécessaires.

De plus un ou deux groupes navals amphibies seront également disponibles à partir des porte-hélicoptères dont elle est dotée désormais pour des missions d'intervention, de présence ou de réaction autonome si nécessaire (cas de l'évacuation de ressortissants).

Au total, que retenir ?

Le Livre Blanc de 2008 ne définit pas un «modèle d'armée». En revanche il introduit la notion d'adaptation permanente à la réalité des risques et menaces pesant sur le pays, tout en définissant la stratégie générale de la France. C'est pourquoi après l'élection présidentielle du 6 mai 2012 et avec les changements importants intervenus dans le monde arabe récemment, il vient d'être annoncé par le nouveau ministre de la défense que le Livre Blanc 2008 serait révisé dès ce mois-ci et qu'une nouvelle version de la stratégie française de défense et de sécurité serait publiée à la fin de cette année. Ce nouveau document servira de base à l'établissement d'une nouvelle loi de programmation militaire pluri annuelle qui sera votée par le Parlement à l'été 2013 et couvrira la période 2014/2019.

Avec une armée réduite (88'000 hommes immédiatement opérationnels dans l'Armée de Terre – 270 avions de combat – 80 navires de guerre) mais bien équipée et prête à l'intervention à grande distance, la France s'est adaptée au nouveau contexte mondial et s'est donnée les moyens pour remplir le rôle qu'elle entend continuer de jouer sur la scène internationale.

Enfin la France a bien pris conscience que les nouvelles menaces lui imposent d'effacer la distinction entre défense et sécurité. Le renseignement intérieur et extérieur jouent un rôle désormais essentiel. En fait, il s'agit maintenant d'avoir un continuum entre sécurité intérieure et sécurité extérieure, tant pour la détection que pour l'action, continuum où les alliés et amis jouent un rôle non négligeable pour renforcer la sécurité de tous.

J.-P. R.

Le *Mirage F1CR* vit ses dernières années mais est encore très sollicité –encore récemment au Mali- dans sa fonction de plateforme de reconnaissance.

